



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

La stratégie chinoise en matière de minéraux critiques en Afrique

africacenter.org/fr/spotlight/chine-afrique-mineraux-critiques

Paul Nantulya*

Par [Paul Nantulya*](#)

7 janvier 2026

La Chine a acquis une position dominante dans le secteur des minéraux critiques en Afrique grâce à des investissements à long terme dans les capacités d'extraction et de raffinage, ce qui rend difficile pour les pays africains de progresser dans la chaîne de valeur.

[English](#) | Français

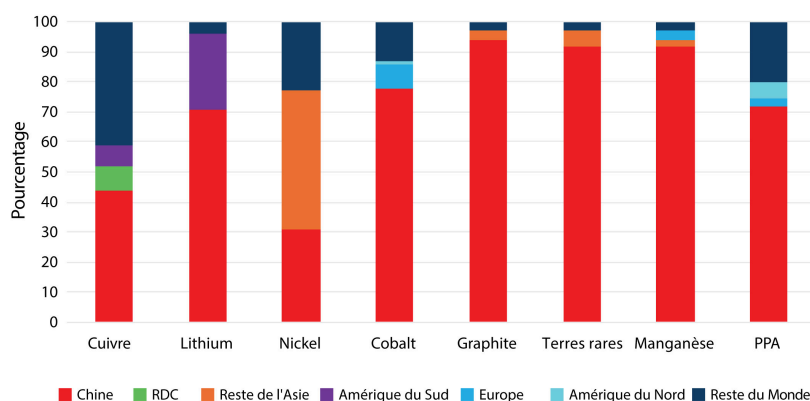


Des camions chargés de cuivre s'apprêtent à quitter la mine de Tenke Fungurume, l'une des plus grandes mines de cuivre et de cobalt au monde, située dans le sud-est de la République démocratique du Congo. (Photo : AFP/Emmet Livingstone)

La demande mondiale en minéraux critiques (nickel, graphite, manganèse, cobalt, cuivre, lithium et minéraux de terres rares) utilisés dans les systèmes de défense et aérospatiaux, les véhicules électriques (VE), les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les dispositifs médicaux est en forte hausse. La Chine [contrôle](#) désormais [plus de la moitié de la production mondiale de minéraux critiques](#) et environ [87 % de leur traitement et raffinage](#). La Chine produit également [près de 70 % des minéraux de terres rares](#), fabrique [93 % des aimants permanents en terres rares à haute résistance](#) et est responsable de 95 % du traitement lourd nécessaire des minéraux critiques.



RÉPARTITION DU RAFFINAGE DES MINÉRAUX CRITIQUES



Source des données : [AIE](#)

Alors que la stratégie chinoise en matière de minéraux critiques met l'accent sur ses capacités de traitement et de raffinage, Pékin a diversifié ses activités en amont en acquérant d'importants actifs miniers en Afrique, notamment [la mine de cuivre de Khoemacau au Botswana \(2023\)](#), [la mine de lithium de Goulamina au Mali \(2024\)](#), et [la mine de terres rares de Nguala \(2025\)](#) en Tanzanie. Le plus grand constructeur mondial de véhicules électriques, la société chinoise BYD, [s'est par exemple procuré six mines de lithium africaines](#), garantissant ainsi un approvisionnement suffisant en matières premières jusqu'en 2032.

La Chine [utilise sa position dominante dans le raffinage des minéraux critiques comme une arme](#) en limitant les exportations vers ses rivaux, en exigeant des licences pour les produits contenant ne serait-ce qu'une quantité minimale de composants chinois et en interdisant les exportations pouvant avoir des applications militaires. Cela a incité ses concurrents à mettre en place des chaînes d'approvisionnement indépendantes de la Chine.

Les minéraux critiques désignent une large catégorie de minéraux essentiels aux technologies modernes, passant du cobalt à l'acide phosphorique purifié (PPA), qui jouent un rôle central dans la sécurité nationale, l'énergie et les applications industrielles. Ils sont considérés comme « critiques » en raison de leur importance économique. Leur composition peut donc varier d'un pays à l'autre.

Les éléments de terres rares sont un sous-ensemble de minéraux critiques comprenant 17 éléments (les 15 lanthanides plus le scandium et l'yttrium) qui sont principalement nécessaires pour les aimants permanents des moteurs électriques, des éoliennes, des lasers, des appareils électroniques et d'autres technologies de pointe. Ils ne sont pas nécessairement « rares », mais se trouvent en faibles concentrations et leur extraction est difficile, coûteuse et dangereuse pour l'environnement.

Tableau Périodique des Éléments

Éléments de terres rares

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1 H Hydrogène 1.008																	2 He Hélium 4.003
3 Li Lithium 6.941	4 Be Béryllium 9.012											5 B Bore 10.811	6 C Carbone 12.011	7 N Azote 14.007	8 O Oxygène 15.999	9 F Fluor 18.998	10 Ne Néon 20.180
11 Na Sodium 22.990	12 Mg Magnésium 24.305											13 Al Aluminium 26.982	14 Si Silicium 28.086	15 P Phosphore 30.974	16 S Soufre 32.065	17 Cl Chlore 35.453	18 Ar Argon 39.948
19 K Potassium 39.098	20 Ca Calcium 40.078	21 Sc Scandium 44.956	22 Ti Titane 47.88	23 V Vanadium 50.942	24 Cr Chrom 51.996	25 Mn Manganèse 54.938	26 Fe Fer 55.845	27 Co Cobalt 58.933	28 Ni Nickel 58.693	29 Cu Cuivre 63.546	30 Zn Zinc 65.38	31 Ga Gallium 69.723	32 Ge Germanium 72.631	33 As Arsenic 74.922	34 Se Sélénium 78.971	35 Br Brome 79.904	36 Kr Krypton 83.796
37 Rb Rubidium 85.468	38 Sr Strontium 87.62	39 Y Yttrium 88.906	40 Zr Zirconium 91.224	41 Nb Niobium 92.906	42 Mo Molybdène 95.94	43 Tc Technetium 98.906	44 Ru Ruthénium 101.07	45 Rh Rhodium 101.07	46 Pd Paladium 106.42	47 Ag Argent 107.868	48 Cd Cadmium 112.411	49 In Indium 114.818	50 Sn Étain 118.710	51 Sb Antimoine 121.757	52 Te Tellure 127.6	53 I Iode 126.905	54 Xe Xénon 131.29
55 Cs Césium 132.905	56 Ba Baryum 137.327	57-71 Lanthanides	72 Hf Hafnium 178.49	73 Ta Tungstène 180.948	74 W Tungstène 183.84	75 Re Rhenium 186.207	76 Os Osmium 190.23	77 Ir Iridium 192.225	78 Pt Platine 195.084	79 Au Or 196.967	80 Hg Mercure 200.59	81 Tl Thallium 204.384	82 Pb Plomb 207.2	83 Bi Bismuth 208.980	84 Po Polonium (209)	85 At Astatine (210)	86 Rn Radon (222)
87 Fr Francium (223)	88 Ra Radium (226)	89-103 Actinides	104 Rf Rutherfordium (261)	105 Db Dubnium (262)	106 Sg Seaborgium (266)	107 Bh Bohrium (264)	108 Hs Hassium (277)	109 Mt Meitnerium (268)	110 Ds Darmstadtium (271)	111 Rg Roentgenium (272)	112 Cn Copernicium (285)	113 Nh Nihonium (286)	114 Fl Flerovium (289)	115 Mc Moscovium (288)	116 Lv Livermorium (293)	117 Ts Tennessine (294)	118 Og Oganesson (294)
57 La Lanthane 138.905	58 Ce Cérite 140.12	59 Pr Praseodyme 140.908	60 Nd Néodyme 144.24	61 Pm Prométhée (145)	62 Sm Samarium 150.36	63 Eu Europium 151.964	64 Gd Gadolinium 157.25	65 Tb Terbium 158.925	66 Dy Dysprosium 162.50	67 Ho Holmium 164.930	68 Er Erbium 167.259	69 Tm Thulium 168.934	70 Yb Ytterbium 173.054	71 Lu Lutétium 174.967			
89 Ac Actinium (227)	90 Th Thorium (232)	91 Pa Protactinium (231)	92 U Uranium (238)	93 Np Neptunium (237)	94 Pu Plutonium (244)	95 Am Americium (243)	96 Cm Curium (247)	97 Bk Berkélium (247)	98 Cf Californium (251)	99 Es Einsteinium (252)	100 Fm Fermium (257)	101 Md Mendelevium (258)	102 No Nobelium (259)	103 Lr Lawrencium (262)			

La domination de la Chine s'étend aux infrastructures minières essentielles en Afrique. Grâce à sa stratégie de « Ceinture et route », également appelée « Initiative ceinture et route » (Belt and Road Initiative ou BRI), la Chine détient des participations dans les réseaux ferroviaires, portuaires et électriques qui relient les minerais essentiels de l'Afrique aux voies maritimes mondiales. [La Chine fabrique 90 % des panneaux solaires dans le monde](#) et devrait fournir 60 % de la capacité en énergies renouvelables d'ici 2030. Par ailleurs, [les banques publiques chinoises ont accordé 24,9 milliards de dollars de prêts liés à la BRI pour l'extraction minière](#) au cours du seul premier semestre 2025, soit plus qu'en 2024, qui était déjà une année record pour le financement chinois des minéraux critiques. Pour réduire l'emprise de la Chine sur le secteur des minéraux critiques en Afrique, il faudra contrebalancer la position dominante de la Chine dans l'exploitation minière, le raffinage, la production et le financement de ce secteur.

Avec [d'importantes réserves](#) de cobalt, de coltan, de lithium, de nickel, de manganèse, de platine, de terres rares, entre autres minéraux, l'Afrique est au cœur de la ruée mondiale vers les minéraux critiques. Malgré cela, l'Afrique reste au bas de la chaîne de valeur et n'est pas la principale bénéficiaire de cette richesse minière. La République démocratique du Congo (RDC) incarne ce paradoxe : riche en minéraux mais pauvre, en proie à des conflits et dépendante des exportations de matières premières.

Comment la Chine domine le marché des minéraux critiques

La Chine est le plus grand fabricant et fournisseur mondial de batteries au sodium-ion et au lithium-ion phosphate, contrôlant jusqu'à 98 % du marché.

La Chine se concentre sur le secteur des minéraux critiques depuis des décennies. À la fin des années 1950, elle a investi dans le traitement des terres rares et, dans les années 1970, [elle produisait déjà des produits avancés à base de terres rares](#). En 2000, les entreprises chinoises, dont beaucoup sont des entreprises publiques, contrôlaient plus de la moitié de la production mondiale grâce à l'écosystème minéral verticalement intégré de la Chine.

Les entreprises occidentales ont initialement facilité l'ascension de la Chine en tant que puissance minière. Beaucoup se sont implantées en Chine dans les années 1990, [attirées par une main-d'œuvre abondante et des profits élevés](#). Cependant, elles étaient strictement tenues de transférer leurs technologies et leurs compétences. Une fois que la Chine a atteint une capacité de fabrication en cycle complet, la participation étrangère dans les secteurs de la séparation et du raffinage, que la Chine domine aujourd'hui, a été restreinte.

Après avoir acquis une expertise nationale, les grandes entreprises publiques chinoises se sont développées à l'étranger dans le cadre de la stratégie « Go Out » de 1999. Elles ont bénéficié de [généreuses subventions et de crédits d'impôt](#) pour conquérir des marchés, en particulier dans les pays du Sud. Ce processus s'est accéléré dans le cadre de la BRI, un élément clé de la stratégie « Go Out » qui vise à créer des corridors économiques reliés à la Chine.

De 40 mines en 1999, la Chine [est passée à 1 250 mines à l'étranger](#) en 2022. Entre 2000 et 2021, Pékin a fourni [57 milliards de dollars d'aide et de crédits pour les « minéraux de transition »](#) (intrants essentiels pour les technologies d'énergie renouvelable) dans les pays en développement. Environ 24 milliards de dollars ont été versés à l'Afrique, faisant de la Chine le plus grand bailleur de fonds africain pour les projets miniers et lui garantissant l'accès aux ressources et une influence politique. Cela a également alourdi le fardeau du service de la dette de l'Afrique.

Le traitement préférentiel accordé aux entreprises publiques chinoises par les gouvernements leur permet de surenchérir sur leurs concurrents et de s'assurer des approvisionnements.

Le traitement préférentiel accordé aux entreprises publiques chinoises par les gouvernements leur permet de surenchérir sur leurs concurrents et de s'assurer des approvisionnements. Dans le même temps, cela peut dissuader les pays africains d'appliquer les réglementations, les rendant vulnérables à l'exploitation environnementale, sociale et sanitaire. Par exemple, [des groupes civiques zambiens ont accusé le gouvernement d'avoir minimisé](#) un déversement toxique survenu en 2025 dans la rivière Kafue, causé par Sino Metals Leach Zambia, l'un des principaux contributeurs du pays.

Caractéristiques de la stratégie chinoise en matière de minéraux critiques

Tolérance élevée au risque

Les entreprises publiques chinoises, soutenues par des subventions importantes et des financements publics, opèrent avec une [tolérance au risque inhabituellement élevée](#), absorbant des pertes pendant de nombreuses années afin de dominer les marchés et de s'implanter même dans des régions politiquement instables. La plupart ciblent des projets de réhabilitation (impliquant des installations préexistantes) plutôt que des projets entièrement nouveaux (impliquant la construction d'installations de production à partir de zéro), qui nécessitent des coûts initiaux élevés.

La volonté des entreprises chinoises [d'opérer dans des zones de conflit sert également un objectif stratégique](#) : réduire la concurrence et se positionner pour un accès à long terme aux ressources critiques. Cette stratégie a toutefois un coût. Des travailleurs chinois ont été attaqués dans des zones instables d'Afrique centrale, orientale et australe, ainsi que dans le Sahel. L'instabilité persistante favorise également la corruption, l'exploitation des travailleurs et la dégradation de l'environnement, des problèmes qui suscitent souvent des critiques et du ressentiment à l'égard des entreprises minières chinoises.

Soutien de l'État

Les entreprises publiques chinoises bénéficient d'un soutien généreux de la part du gouvernement, notamment [sous la forme de subventions](#) d'environ [200 milliards de dollars par an](#) et d'une assurance contre les risques politiques. Les diplomates chinois négocient fréquemment directement avec les gouvernements hôtes au nom des entreprises publiques chinoises, maximisant ainsi leur influence et facilitant leur entrée dans les zones minières africaines. Ce soutien gouvernemental a permis aux entreprises publiques chinoises d'acquiescer une part disproportionnée du secteur minier en Afrique. Sur [les 166 projets miniers chinois dans le monde](#), [66 se trouvent en Afrique](#), soit plus que dans toute autre

région (et ce chiffre est probablement sous-estimé). Les subventions accordées par le gouvernement chinois aux entreprises minières publiques chinoises, qui leur permettent de produire à grande échelle et à bas prix, ont un coût pour le secteur minier africain, qui doit faire face à des défis de taille pour être compétitif et rentable.

Accès diversifié

Les entreprises chinoises utilisent divers instruments pour s'implanter et se maintenir dans le secteur minier africain :

- **Des accords d'achat** qui garantissent les livraisons futures de minerais, quel que soit leur propriétaire
- **Des contrats d'amodiation (ou farm-in)** qui financent l'exploration en vue d'obtenir des droits de production futurs
- **Des contrats de location** qui fournissent la technologie et les équipements chinois pour des périodes déterminées
- **La participation minoritaire** en tant que partenaires juniors
- **Les acquisitions directes**

Cette approche à plusieurs niveaux permet aux entités chinoises d'agir simultanément en tant que sociétés minières, financiers, ingénieurs et acheteurs à long terme. Cela ancre l'influence chinoise bien au-delà de la simple propriété physique des mines et des droits miniers.

Relier les infrastructures critiques

Les entreprises chinoises dominent également le secteur des infrastructures en Afrique. Elles construisent [un tiers](#) des grands projets d'infrastructure en Afrique [et en financent un sur cinq](#). De même, elles installent [23 GW d'électricité dans 27 pays](#), soit environ 20 % de la capacité régionale. Elles opèrent également dans [plus d'un tiers des ports africains](#), soit plus que dans toute autre région, ce qui confère à Pékin une grande portée logistique.

Les entreprises chinoises dominent le secteur des infrastructures en Afrique.

Much of this infrastructure network is relevant to mining. Zambia's 100 MW Chisamba solar power plant was built by the Chinese energy SOE Power China [to operate First Quantum Minerals](#), partly owned by Jiangxi Copper Company. Similarly, the DRC's 240 MW Busanga hydropower plant supplies the [Chinese SOE Sicomin's vast cobalt-copper complex](#).

Une grande partie de ce réseau d'infrastructures est liée à l'exploitation minière. La centrale solaire de Chisamba, d'une puissance de 100 MW, a été construite en Zambie par l'entreprise publique chinoise Power China [pour alimenter First Quantum Minerals](#), détenue en partie par Jiangxi Copper Company. De même, la centrale hydroélectrique de Busanga, d'une puissance de 240 MW, en RDC, alimente le [vaste complexe de cobalt et de cuivre de l'entreprise publique chinoise Sicomin's](#).

Les projets de corridors de transport renforcent l'influence des entités chinoises sur le secteur des minéraux critiques en Afrique. La [ligne ferroviaire Tanzanie-Zambie \(TAZARA\)](#), longue de 1 860 km, qui est en cours de modernisation grâce à un investissement de 1,4 milliard de dollars de la Société chinoise de construction civile (China Civil Engineering Construction Corporation ou CCECC), relie la Copperbelt zambienne à Dar es Salaam en Tanzanie. La CCECC gèrera la ligne ferroviaire dans le cadre d'une concession de 30 ans. Le cuivre et le cobalt extraits par la société chinoise Sicomin's en RDC sont également acheminés vers la Tanzanie via la TAZARA, ainsi que vers l'Afrique du Sud via la Zambie, pour aboutir à Durban et Richards Bay. De même, un consortium dirigé par la Chine finance la ligne ferroviaire de 650 km de Simandou en Guinée, une ligne [qui relie le plus grand gisement de minerai de fer au monde](#) à l'océan Atlantique.

Les corridors miniers, ferroviaires, routiers et portuaires de la Chine en RDC

Pôle minier	Connecter les infrastructures terrestres	Connecter les infrastructures maritimes
Mine de cuivre et de cobalt de Tenke Fungurume Province de Lualaba, à 223 km au nord-ouest de Lubumbashi	Chemin de fer de Benguela Tenke-Kolwezi-Dilolo-Lobito, propriété de l'Autorité ferroviaire de Benguela (Angola)	Port de Lobito (Angola) Propriété et exploitation de Porto do Lobito EP
Rôle de la Chine : L'entreprise publique chinoise CMOC Group	Rôle de la Chine : Réhabilité par China Railway Construction Corporation (CRCC) en 2015 Depuis 2021, China Communications Construction Company (CCCC) détient 32,4 % de Mota Engil (qui fait partie du consortium exploitant le chemin de fer). China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) fournit des wagons de transport de conteneurs.	Rôle de la Chine : China International Trust Investment Corporation (CITIC) Construction Group et Shandong Port Group détiennent une concession de 20 ans pour l'exploitation portuaire.
Mine de Kamoakakula Province de Lualaba, à 25 km à l'ouest de Kolwezi	Chemin de fer de Benguela Kolwezi-Dilolo-Lobito	Port de Lobito
Rôle de la Chine : Coentreprise entre Zijin Mining (40 %) et la société canadienne Ivanhoe (40 %)	Rôle de la Chine : Voir ci-dessus.	Rôle de la Chine : Voir ci-dessus.
Mine de cuivre et de cobalt Sicomin's Mutshatsha, district de Kolwezi, capitale de la province de Lualaba, sud de la RDC	Corridor Kolwezi-Zambie-Tanzanie Liaison routière 1 : Kolwezi-Likasi-Lubumbashi - frontière de Kasumbalesa (Zambie) Liaison routière 2 : Kusumbela-Ndola-Kapiri Mposhi (passage au rail de Kapiri Mposhi (Zambie) à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) sur la TAZARA)	Port de Durban et Richards Bay (Afrique du Sud)
Rôle de la Chine : Sicomin's est détenue majoritairement (68 %) par un consortium d'entreprises soutenues par la Chine, avec un financement de la China EXIM et de la China Development Bank (CDB).	Corridor Kolwezi-Zambie-Afrique du Sud Liaison routière 2 : Kapiri Mposhi-Chirundu-Beitbridge Corridor routier (Zambie- Zimbabwe-Afrique du Sud). Liaison routière 3 : Beitbridge à Durban et Richards Bay via les autoroutes	Rôle de la Chine : Shanghai Zhenhua Heavy Industries participe à l'extension du port (Durban). Chinese firms have previously been involved in shipbuilding and repair work at Richards Bay.

Pôle minier	Connecter les infrastructures terrestres	Connecter les infrastructures maritimes
	Sur les routes TAZARA, les entreprises chinoises fournissent des prêts, des services d'entretien et du matériel roulant. Des négociants et des acheteurs chinois sont également impliqués le long des deux liaisons routières.	Les deux ports ont accueilli des escales et des exercices de la marine chinoise.
	Corridor Manono-Lubumbashi-Tanzanie	
Complexe minier de lithium de Manono-Kitolo Province du Tanganyika, sud de la RDC	Liaison routière 1 : Manono-Kabalo-Kamina-Likasi Lubumbashi.	
	Liaison routière 2 : Lubumbashi-Kasumbalesa-Kapiri Mposhi (TAZARA)	
Rôle de la Chine : Fabricant chinois de batteries CATL (24 %), société australienne AVZ Minerals (51 %), gouvernement congolais (25 %) Le groupe minier chinois Zijin Mining Group détient une licence pour produire du lithium sur le site.	Rôle de la Chine : Des entreprises chinoises (CCECC, CRCC) participent activement à la réhabilitation de certaines sections de ces liaisons routières et à la fourniture de matériel roulant (TAZARA).	Port de Dar-Es-Salaam (via TAZARA)

Financement soutenu par les ressources

Les accords de financement soutenu par ressources (Resource-backed finance ou RBF) permettent aux États riches en minerais mais pauvres en liquidités de rembourser leurs prêts chinois destinés aux infrastructures grâce à leurs exportations de minerais. Introduits pour la première fois sur le continent dans [le secteur pétrolier angolais dans les années 1990](#), les RBF existent désormais en RDC, en Guinée équatoriale, en Éthiopie, au Soudan, au Soudan du Sud et au Zimbabwe, entre autres.

Ces accords offrent des alternatives de financement, mais sont souvent opaques, mal évalués et vulnérables aux chocs liés aux matières premières. En 2024, la Banque africaine de développement [a critiqué les RBF pour avoir sous-évalué les ressources africaines](#), compromis la transparence budgétaire et fait perdre aux pays africains le contrôle de leurs ressources minérales. Caractérisés par de forts déséquilibres de pouvoir, ces accords favorisent les prêteurs au détriment des emprunteurs africains à court de liquidités, [ouvrant la voie à l'exploitation](#).

Intégration multisectorielle

Les entreprises publiques chinoises et les entreprises subventionnées par l'État ont tendance à [opérer dans plusieurs secteurs](#). Le constructeur chinois de voitures électriques BYD [dispose de sa propre flotte maritime](#) pour livrer ses véhicules sur les marchés mondiaux. Des entreprises de construction telles que China Railway Engineering Group, Anhui Construction et NORIN Mining (une filiale du conglomérat de défense NORINCO) détiennent des parts dans des entreprises spécialisées dans le cuivre, le cobalt et le lithium. Sinohydro, connue pour ses activités dans le domaine de l'hydroélectricité, [fournit des services d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction](#) pour le projet minier de fer de Baniaka au Gabon et participe au programme ghanéen « bauxite contre infrastructures ». Cette intégration ancre profondément la Chine dans plusieurs écosystèmes miniers africains.

Pouvoir de fixation des prix à l'échelle mondiale

La domination de la Chine en matière de capacité de raffinage, de stockage stratégique et de subventions industrielles lui confère [un poids considérable sur la fixation des prix mondiaux](#). Elle peut inonder les marchés pour affaiblir ses concurrents ou restreindre l'offre pour faire monter les prix. Les [fluctuations volatiles des prix du lithium depuis 2023](#) illustrent l'étendue de cette influence, qui nuit aux perspectives économiques des concurrents.

Illustrations du rôle dominant de la Chine dans le secteur minier africain

Zambie : le cœur du cuivre

Plus de 600 entreprises chinoises ont [investi plus de 3,5 milliards](#) de dollars dans la province de Copperbelt en Zambie. La China Nonferrous Metal Mining Company (CNMC) s'est implantée en Zambie en 1998, acquérant une [participation de 85 % dans les activités de la mine de Chambishi](#), qui produit environ 100 000 tonnes de cuivre par an, principalement raffinées en Chine. En 2003, moyennant 200 millions de dollars, la CNMC s'est lancée dans la fonte avec une usine de production des cathodes.

Les entreprises chinoises [ont poursuivi leur expansion pendant la crise financière de 2007-2009](#) en acquérant en Zambie des actifs suisses, sud-africains et indiens en difficulté. Leur influence s'est accrue parallèlement à la hausse des prix du cuivre et aux investissements de la BRI. Ces investissements [ont financé la zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine \(ZCCZ\) à Chambishi](#), axée sur les chaînes de valeur du cuivre et du cobalt, ainsi que la modernisation du chemin de fer TAZARA.

Les entreprises chinoises ont [promis 5 milliards de dollars supplémentaires](#) ces dernières années pour aider la Zambie à atteindre son objectif de production de 3 millions de tonnes de cuivre par an.

RDC : la puissance du cobalt

La RDC est le plus grand producteur mondial de cobalt. Sur les [33 exportateurs de cobalt en RDC, 24 sont chinois](#). Cela comprend 8 accords de participation et 14 coentreprises soit avec la société publique congolaise Gécamines, soit avec des entreprises dans lesquelles la Gécamines est actionnaire. L'initiative phare est la mine de Tenke Fungurume (TFM), [troisième producteur mondial de cobalt](#), détenue majoritairement par CMOC Group Limited. La quasi-totalité du cobalt de la RDC, quelle que soit sa propriété, est raffinée en Chine. La mine de Kamoa-Kakula, [premier producteur de cuivre du pays](#), est détenue conjointement par la société chinoise Zijin Mining et la société canadienne Ivanhoe Mines.

Pékin [a consolidé sa domination sous l'ancien président Joseph Kabila](#) grâce à des coentreprises avec la Gécamines et à un accord financier basé sur les ressources conclu en 2008 avec Sicomines, qui accordait aux entreprises chinoises [10 millions de tonnes de cuivre et 600 000 tonnes de cobalt d'ici 25 ans](#) en échange de 3 milliards de dollars d'infrastructures, portés à 7 milliards de dollars en 2024. Les partenaires chinois contrôlent 68 % de Sicomines, ce qui alimente les critiques en RDC selon lesquelles le gouvernement serait un partenaire mineur et conduit à des appels à la publication des termes de l'accord.

L'Afrique en quête de résultats plus stratégiques

L'Afrique s'efforce depuis longtemps d'exercer un plus grand contrôle sur sa chaîne d'approvisionnement en minerais afin de générer davantage de croissance, d'emplois et de capacités techniques. Cependant, les contraintes structurelles, associées à l'ampleur, à la portée et à la domination du contrôle chinois, entravent la capacité de l'Afrique à progresser dans la chaîne de valeur.

Des accords miniers plus équitables et plus avantageux sont possibles.

Afin de tenter de capter une plus grande partie de la chaîne de valeur, au moins 13 pays africains ont, depuis 2023, mis en place des restrictions à l'exportation. Le Malawi, riche en terres rares, a rejoint la liste en 2025 en [interdisant toutes les exportations de minerais bruts](#). Les gouvernements africains stimulent également les industries qui peuvent consommer des produits raffinés localement. En 2024, l'Éthiopie s'est fixée pour objectif de mettre en circulation 500 000 véhicules électriques d'ici 2030. Le Kenya, le Nigeria, le Rwanda et la Tanzanie offrent des exonérations de droits de douane pour l'assemblage de véhicules électriques. En 2024, la Tanzanie s'est engagée à [convertir son parc](#)

[automobile public en véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé \(GNC\)](#), et la Zambie a mis en place des mesures incitatives pour les fabricants de composants de véhicules électriques situés à proximité de ses mines.

En 2025, avec le soutien de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la RDC et la Zambie ont lancé le long de leur ceinture minière commune une [zone économique spéciale transfrontalière dédiée aux batteries et aux véhicules électriques](#). Des start-ups à travers l'Afrique assemblent des bus électriques, des tricycles et des véhicules de service. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la Vision minière africaine (2009) et de la Stratégie africaine pour les produits de base (2019), qui préconisent [une utilisation transparente, équitable et optimale des ressources](#) afin de favoriser le développement durable.

Néanmoins, le traitement des minéraux est une activité très intensive en capital, technologiquement complexe et dangereuse pour l'environnement. Les pénuries d'électricité, les coûts élevés et l'intégration limitée malgré la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) entravent la compétitivité.

[Les investissements massifs de Pékin dans les technologies alternatives de nouvelle génération pour les véhicules électriques](#), telles que les batteries sodium-ion, qui ne dépendent pas du lithium, et les batteries lithium-ion phosphate, qui ne dépendent pas du cobalt, du manganèse et du nickel, pourraient entraîner un changement radical sur les marchés de ces métaux.

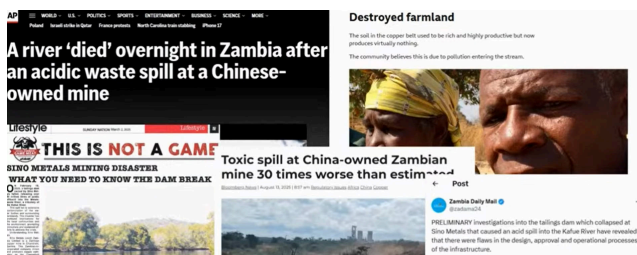
La Chine est le plus grand fabricant et fournisseur mondial de batteries sodium-ion et lithium-ion phosphate, contrôlant jusqu'à 98 % du marché. Parallèlement, l'hypothèse dominante est que, à mesure que la Chine progresse dans la chaîne de valeur, elle externalisera la fabrication vers les économies émergentes. Cela ne s'est pas encore produit en raison de [l'automatisation industrielle poussée en Chine](#), qui permet de maintenir les produits à bas prix et de conserver la valeur dans le pays.

La géopolitique des minéraux critiques ne concerne pas seulement la concurrence mondiale, mais aussi la capacité de l'Afrique à exploiter ses ressources pour opérer une véritable transformation.

Les entreprises chinoises, qu'il s'agisse de petits opérateurs privés ou de grandes entreprises publiques, sont depuis longtemps critiquées pour leurs abus des travailleurs, la dégradation de l'environnement, les violations de la réglementation et l'exploitation minière illégale. Le déversement de [50 000 à 1,5 million de tonnes de métaux lourds tels que l'arsenic, le mercure et le plomb par Sino Metals Leach Zambia](#) (une filiale d'une entreprise publique chinoise) dans la rivière Kafue en Zambie en février 2025 en est un exemple frappant. Cette rivière est la principale source d'eau pour la plupart des Zambiens. Un autre déversement, survenu en novembre 2025, a entraîné la fuite de plusieurs millions de mètres cubes d'électrolytes dans les cours d'eau autour de Lubumbashi, la deuxième plus grande ville de la RDC. Cet incident a conduit les autorités congolaises à [suspendre les activités de Congo Dongfang International Mining](#), une filiale de Zhejiang Huayou Cobalt Company.

En Afrique de l'Ouest, une enquête menée par d'éminents experts africains dans le domaine des industries extractives a révélé que [des acteurs liés à la Chine sont fortement impliqués dans des activités](#) qui contribuent à la dégradation de l'environnement, à l'exploitation minière illégale et à des menaces pour la sécurité alimentaire, la santé et les moyens de subsistance.

Les communautés africaines réagissent de manière de plus en plus sophistiquée : elles déploient des équipes de surveillance locales, luttent contre la désinformation, engagent des poursuites judiciaires stratégiques, s'associent à des groupes de la société civile, documentent les abus, font appel à des journalistes d'investigation et [s'allient même à des écologistes chinois](#) pour demander des comptes aux acteurs chinois responsables. En Zambie, les victimes de la marée noire de Kafue [ont intenté un procès historique devant la Haute Cour](#) en septembre 2025.



Couverture médiatique de la marée noire sur la rivière Kafue. (Capture d'écran : Transparency International Zambia)

Des accords miniers plus équitables et plus avantageux sont possibles. Le projet de développement du corridor de Nacala, d'un montant de 7 milliards de dollars, financé par le Japon, la Banque africaine de développement (BAD), le Malawi, le Mozambique et la Zambie dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), [montre comment le financement partagé, la surveillance de la société civile, l'engagement solide du secteur privé et une certification stricte](#) peuvent soutenir des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux essentiels. Parallèlement, l'organisation de producteurs de minerais proposée par l'UA vise à renforcer l'influence de l'Afrique, même si une coordination et une transparence accrues seront essentielles.

Aligner les partenariats externes sur les intérêts africains

La géopolitique des minéraux critiques ne se résume pas à la concurrence mondiale : elle détermine si l'Afrique peut exploiter ses ressources pour opérer une véritable transformation. Afin de conserver leur souveraineté sur le secteur des minéraux critiques et de réaliser leur véritable potentiel pour les citoyens africains, les pays africains doivent adopter les meilleures pratiques pour cette industrie. Celles-ci comprennent :

- Des mandats stricts en matière de transfert de technologies et de compétences dans tous les accords miniers
- Des investissements dans les infrastructures et le capital humain
- Le développement des industries de transformation et de fabrication en aval
- L'application de normes de transparence et de travail
- La mise à profit de la coopération régionale
- Lutte contre l'exploitation minière illégale

Pour promouvoir les intérêts africains dans le secteur minier, les pays africains devront mettre en place des mécanismes de contrôle plus efficaces afin de garantir que la Chine et les autres partenaires étrangers respectent ces normes ainsi que d'autres normes environnementales, sociales et communautaires.

* Geraud Neema, éditeur *Afrique au China Global South Project*, a fourni pour cet *Éclairage* une expertise et des perspectives utiles, ainsi que de l'aide avec les données.

Ressources complémentaires

- Obert Bore, « [China's Battery Breakthroughs May Leave Some Developing Countries Behind](#) », China Global South Project, 12 septembre 2025.
- Sarah Logan et Theophilus Acheampong, « [From Ore to More: Mineral Partnerships for African Industrialization](#) », *Policy Brief*, 28 août 2025.
- Sydney Tucker, « [Competing for Africa's Resources: How the US and China Invest in Critical Minerals](#) », *Asia & Indo-Pacific Policy Memo*, Henry L. Stimson Center, 28 février 2025.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [Les minerais stratégiques de l'Afrique à un tournant décisif](#) », *Éclairage*, 1^{er} juin 2025.
- Sarah Way, « [The strategies driving the players in competition for Africa's critical minerals](#) », *Africa Source*, Atlantic Council, 9 septembre 2024.
- Geraud Neema, « [China's role in the DR Congo cobalt supply chain : who's who ?](#) », *Research Brief 1*, China Global South Project, octobre 2023.